

BANGLADESH

Les enquêtes doivent être conformes aux normes internationales relatives aux droits humains et concerner toutes les personnes impliquées dans des violences, quels que soient leurs liens politiques

Index AI : ASA 13/003/2006

ÉFAI

Jeudi 16 mars 2006

DÉCLARATION PUBLIQUE

Les informations de ces dernières semaines faisant état de l'arrestation des dirigeants de deux groupes islamistes proscrits pourraient être le signe d'un changement longtemps attendu de la politique gouvernementale : plutôt que de continuer de manière commode à accuser l'opposition politique, le gouvernement aurait décidé de s'attaquer aux auteurs des attentats dans le pays.

La police a arrêté Shaikh Abdur Rahman, dirigeant en fuite du *Jamaatul Mujahideen Bangladesh* le 2 mars 2006, après sa reddition à l'issue d'un siège de trente-trois heures de son repère dans la ville de Sylhet. Le 6 mars, le dirigeant en second du mouvement, chef d'un autre groupe islamiste, le *Jagrata Muslim Janata* (Peuple musulman éclairé du Bangladesh) Siddiquil Islam (alias Bangla Bhai [Frère Bengali, en bengali] a été arrêté dans le district de Mymensingh. Des allégations persistantes font état de l'implication de ces groupes dans la violente campagne d'attentats à la bombe perpétrés ces dernières années.

Selon un certain nombre d'accusations revenant fréquemment dans les médias, plusieurs hommes politiques ayant des liens étroits avec les partis en place auraient enrayé les efforts visant à stopper la vague de violence générée par ces groupes. En 2005, un député du parti majoritaire au pouvoir, Abu Hena, aurait été exclu après avoir accusé des ministres du gouvernement d'avoir favorisé l'émergence de Bangla Bhai dans sa circonscription, le sous-district de Bagmara au nord. Il aurait déclaré : « *J'ai tenté de les arrêter et j'ai demandé l'aide du gouvernement, mais certains ministres et députés n'ont pas voulu arrêter les extrémistes islamistes pour des raisons d'avantages politiques personnels.* »

Il est de la responsabilité du gouvernement d'enquêter sur toute personne soupçonnée d'être impliquée dans les attentats, notamment les deux personnes mentionnées ci-dessus, et de chercher à établir la vérité. Toutefois, ces

enquêtes doivent être conformes aux normes internationales relatives aux droits humains et exempte de tout acte de torture ou autre traitement cruel, inhumain ou dégradant. Elles doivent s'étendre à toute personne, au sein du gouvernement, ou ayant des liens avec les partis de la coalition en place, qui aurait pu fournir un refuge politique aux poseurs de bombe, pour des motifs d'ordre politique ou personnel. Toute personne inculpée à l'issue d'une enquête devra être traduite en justice conformément aux normes internationales d'équité des procès, excluant le recours à la peine de mort.

Selon les médias, le gouvernement aurait maintenant admis que ces groupes islamistes étaient impliqués dans un certain nombre d'autres actes de violence, notamment les agressions de personnes connues d'Amnesty International comme défenseurs des droits humains.

La révélation faite par le gouvernement le 9 mars 2006, selon laquelle le *Jamaatul Mujahideen* était à l'origine des agressions ayant visé le professeur Humayun Azad, de l'université de Dacca et le professeur Yunus, de l'université Rajshahi en 2004, ouvre un nouveau chapitre de la politique gouvernementale sur la question des atteintes aux droits humains. Il met aussi en lumière l'absence inexplicée jusqu'ici d'enquête approfondie sur ces agressions et celles d'autres défenseurs des droits humains et l'absence de toute poursuites en justice des auteurs présumés de telles violences.

De même, la récente déclaration du gouvernement, à propos des attentats à la bombe perpétrés dans quatre cinémas de Mymensingh en décembre 2002 par le groupe *Jamaatul Mujahideen*, doit être lue comme une claire justification des arrestations et mauvais traitements dont ont été victimes des écrivains, universitaires et hommes politiques d'opposition, soupçonnés d'être impliqués dans les attentats.

Pour Amnesty International, à l'époque, les arrestations du célèbre écrivain Shahriar Kabir, du professeur d'université Muntassir Mamoon, du dirigeant politique de la *Ligue Awami* Saber Hossain Chowdhury et du journaliste Enamul Haque Chowdhury, après les attentats à la bombe de Mymensingh, obéissaient à des motifs d'ordre politique. Les quatre hommes auraient été maltraités pendant leur garde à vue et un certain nombre de chefs d'inculpation non étayés par des preuves auraient été retenus contre eux. Ils ont déclaré que l'on voulait les contraindre à avouer leur implication dans les attentats à la bombe de Mymensingh, une accusation qu'ils

ont toujours contestée. Il semble que, derrière leur détention et le refus persistant du gouvernement de reconnaître que des groupes islamistes étaient responsables des attentats, il y ait eu plus qu'une simple tentative du gouvernement pour faire taire ses critiques ; le cours de la justice a été entravé et les auteurs véritables des attentats à la bombe ont, de fait, bénéficié d'une impunité qui leur a permis d'échapper aux poursuites.

Amnesty International demande instamment au gouvernement du Bangladesh d'accorder pleine réparation à ces personnes et toute autre détenue pour des motifs politiques à l'époque. La réparation devrait inclure en premier lieu le retrait des accusations portées contre elles, notamment les accusations de sédition.

Amnesty International demande en outre instamment au gouvernement du Bangladesh de reconnaître qu'au regard du droit international relatif aux droits humains, toute personne victime d'arrestation ou de détention illégale a droit à réparation de par la loi. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>